

LES DÉFIS MACROÉCONOMIQUES EN GUINÉE

PRÉSENTATION AU CONFÉRENCE SYNDICALE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ POUR LA
PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN GUINÉE

23-25 mai 2007, Hôtel Mariador Palace, Conakry, Guinée

Par Alvin Hilaire, Représentant Résident du Fonds monétaire international en République de Guinée et République de Sierra Leone

Avertissement

Les opinions exprimées dans ces documents et ces hyperliens sont uniquement celles des auteurs. Le fait qu'elles soient reprises directement ou par hyperliens sur le site Internet du FMI n'implique en aucun cas que le FMI, le Conseil d'administration du FMI ou la direction du FMI les approuvent ou les partagent.

Mesdames et messieurs, c'est pour moi un grand plaisir et un honneur d'être invité à participer à cette importante conférence et je suis très heureux d'entretenir des relations étroites avec les syndicats. Permettez-moi de partager avec vous cinq observations sur la situation macroéconomique de la Guinée.

La première observation est vraiment un paradoxe—la Guinée est un pays très riche mais avec des indicateurs sociaux très faibles. C'est un thème que quelques conférenciers ont déjà évoqué. La République de Guinée est dotée d'importantes ressources minérales—un tiers des réserves mondiales de bauxite, plus de 1.8 milliards de tonnes de minerais de fer à hautes teneurs, d'importants minerais d'or et de diamant, et des quantités non évaluées d'uranium. En plus, elle possède d'énormes potentialités de croissance dans les secteurs agricoles, et de l'élevage et la pêche. Avec un sol riche, d'importants cours d'eau et des conditions climatiques favorables, la Guinée dispose de larges opportunités pour l'agriculture irriguée et l'agro-industrie. Par contre, selon les Indicateurs du Développement Humain, la Guinée continue à être parmi les moins performants—passant du rang 157 en 2005 à 160 en 2006 sur un total de 177 pays. Le choléra continue à faire des victimes dans plusieurs grandes villes, pendant que 50 pourcent de la population n'a pas accès à l'eau potable. En ce

qui concerne l'éducation, le taux d'alphabétisation des adultes tourne autour de 30 pourcent. L'espérance de vie d'un Guinéen est de 54 ans.

La seconde observation est que la situation macroéconomique actuelle du pays présente beaucoup de problèmes. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a baissé de 3.3 pourcent en 2005 à 2.1 pourcent en 2006. Pour cette année il est envisagé un taux de croissance de seulement 1.5 pourcent. La situation des finances publiques souffre d'un endettement et d'un financement monétaire excessifs et est aggravée par l'impact de l'arrêt des activités pendant les grèves. En guise d'illustration, les charges d'intérêts représentent 80 pourcent des recettes publiques du secteur minier. L'inflation se situait à près de 40 pourcent à fin 2006, soit le plus grand taux d'inflation en Afrique après le Zimbabwe. Les réserves internationales sont à moins d'un mois d'importations—ceci donne peu de marge au pays en cas d'urgence. Pour couronner le tout, la dette extérieure, qui est de plus de \$ 3 milliards, est insoutenable.

Troisième observation--une stratégie pour résoudre ces problèmes doit nécessairement combiner des politiques macroéconomiques saines : une maîtrise retrouvée des finances publiques, un resserrement de la politique monétaire, et un maintien de la flexibilité du taux de change. La maîtrise des finances publiques qui passe par un contrôle des dépenses (notamment extrabudgétaires) et une mobilisation accrue des recettes, est essentielle pour enrayer la croissance de la dette. Une politique monétaire rigoureuse doit accompagner la politique budgétaire pour réduire l'inflation. On a clairement vécu les conséquences désastreuses d'une augmentation rapide des prix—par exemple, en septembre 2006, il ressortait d'une enquête que des élèves ne partaient pas à l'école à Conakry du fait de l'augmentation des coûts des fournitures scolaires et du transport. Dans la période de transition depuis la grève, le franc guinéen a connu une appréciation marquée, liée à la baisse des activités économiques et des importations et à un retour de la confiance, et cette appréciation a contribué au ralentissement récent de la hausse des prix. La détermination du taux de change par le marché joue un rôle positif et devrait être maintenue à l'avenir.

Quatrième observation--la croissance ne peut s'établir fermement en Guinée que si les règles du jeu économique sont les mêmes pour tous et si les fruits de la croissance sont équitablement répartis. On peut considérer l'économie guinéenne comme un grand gâteau— si on détourne une bonne partie, il restera peu à partager car ce gâteau n'est pas illimité. C'est pourquoi, la bonne gouvernance doit être au cœur de toute stratégie. La clarté dans la façon de gérer les choses—donc la transparence—est étroitement liée à la gouvernance. Pour bien se positionner dans le monde moderne, la Guinée doit se conformer aux standards internationaux de transparence, de comptabilité et de procédures à tous les niveaux : finances publiques, banque centrale, et statistiques économiques et financières en général.

La cinquième observation est que l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE peut contribuer énormément à la réduction de la pauvreté. En 2000, la Guinée a été déclarée éligible à un allègement significatif de sa dette extérieure lorsqu'elle a atteint le 'point de décision' de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Cette initiative est un dispositif global de réduction de la dette des pays pauvres très endettés qui a été lancée en 1996—à ce jour, des allègements de dette ont été approuvés en faveur de 30 pays, dont 25 en Afrique (Cameroun, Sierra Leone, Mali, Sénégal etc.). Pour bénéficier du plein effet de cet allègement, la Guinée devra atteindre le 'point d'achèvement' de l'initiative PPTE, dont les déclencheurs sont les suivants : (i) mise en œuvre d'un document de stratégie de la réduction de la pauvreté (DSRP)—un document essentiel contenant les priorités de l'ensemble des acteurs socioéconomiques, y compris les syndicats ; (ii) stabilité macroéconomique dans le cadre d'une Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)—un programme avec le FMI ; (iii) dans le domaine de la gouvernance, publier un rapport du comité anti-corruption et faire un audit des grands marchés publics et publier les résultats ; (iv) en matière d'éducation, accroître le taux brut de scolarisation et le nombre d'enseignants au niveau du primaire ; et (v) et pour la santé, accroître le nombre de femmes bénéficiant d'au moins une consultation prénatale, et améliorer la couverture vaccinale.

Le point d'achèvement permettra aussi de bénéficier de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Engagée en 2005, l'IADM vise l'annulation intégrale des créances admissibles de trois institutions multilatérales—le FMI, la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement—sur un ensemble de pays à faible revenus. Avec ces deux initiatives, la Guinée peut avoir une annulation de sa dette extérieure d'environ \$1,1 milliards. Le service de la dette extérieur pourrait se réduire de plus de \$100 million par an—de l'argent que le gouvernement peut dépenser pour les programmes de réduction de la pauvreté.

Je voudrais me joindre à l'optimisme qui a caractérisé cette conférence, en concluant que malgré les difficultés, il y a beaucoup d'actions qu'on peut réaliser pour améliorer la situation macroéconomique et ensuite accroître le niveau de vie des Guinéens.